



SCHOLASTIQUE COMPAORE
MARCHE MONDIALE DES FEMMES
BURKINA FASO
skompaore@yahoo.fr

Pour respecter l'ordre d'apparition de ces concepts dans notre vocabulaire et nos pratiques du développement, le thème ne devrait-il pas plutôt être : Mouvements sociaux, féminisme et genre en Afrique ? Il est vrai qu'on pourrait aussi penser que le féminisme était déjà d'actualité à la fin du 19^{ème} et comme nous allons le voir, est présente dans toute analyse et critique du développement.

L'objectif final de la session étant de renforcer les liens pour construire des solidarités efficaces et durables entre les mouvements de femmes, les mouvements féministes et d'autres mouvements sociaux, nous allons voir si nos différences si elles existent vraiment, peuvent être dépassées et constituer des forces pour l'atteinte de cet objectif ? Comment faire de nos différences et diversités des forces ?

J'ai eu l'occasion de côtoyer et de travailler de façon concertée, avec des africaines anglophones et lusophone, dans la coalition internationale qu'est la Marche Mondiale des Femmes, mais, même si nous avons la même définition du féminisme, et que les actions à mener sont décidées d'un commun accord lors des rencontres internationales, je ne peux me targuer de connaître comment cela est traduit en activités dans leurs réalités quotidiennes car chaque membre est libre et autonome dans sa façon de fonctionner et de conduire ses activités.

Pour présenter la session, j'ai revisité vos contributions et questionnements en ligne et en m'appuyant sur mes expériences et vécu personnels je lance quelques idées pour favoriser les échanges et les débats.

APPROCHE HISTORIQUE

Au tout début des indépendances face à tant de dénuement et de pauvreté, on a pensé qu'il suffisait de moyens techniques et financiers pour enclencher le processus d'un développement bénéfique pour tous. Mais il a fallu vite déchanté. Non seulement nos moyens ne nous permettaient pas de nous doter d'infrastructures et de moyens nécessaires mais pis, les populations avaient très peu accès aux possibilités d'amélioration de leurs conditions d'existence et de travail (eau, structures et soins de santé, écoles, technologies de production performantes). On a donc entrepris de parer au plus pressé avec la contribution des premiers mouvements sociaux, d'origine surtout religieuse et caritative pour aider à résoudre des problèmes ponctuels comme creuser un puits, distribuer des vivres, participer à des campagnes de vaccination etc. Les premières interventions en faveur des femmes visaient à les aider à mieux jouer leurs rôles d'épouse et de mère. Presque rien n'était fait en ce qui concerne leurs rôles de productrices convaincus qu'on était alors que la production est l'apanage des hommes la part des femmes dans la production les n'étant que d'appoint pensait-on. Ce partage de rôles et de tâches selon le sexe était considéré comme naturel, et consacré par la tradition et la religion, la norme sous tous les cieux. On était en outre convaincu qu'il suffisait de donner à l'homme pour que cela profite à toute la famille sensée tout partager : les ressources, les biens, l'information et le savoir. Il ne venait à l'esprit de personne de le contester. Ce n'est que dans les années 70 que les premières études sérieuses dont celles d'Esther Boserup, ont révélé que la

situation et le rôle effectifs des femmes dans le développement sont différents et montré par la même occasion que contrairement aux idées reçues, les femmes n'ont pas les mêmes droits que les hommes que la discrimination est généralement en faveur des hommes. Par exemple, dans beaucoup de pays, les femmes n'ont pas droit à la propriété, ne jouissent pas d'une réelle indépendance économique, car dépendantes du bon vouloir de l'homme pour accéder aux biens et moyens de production. Elles ont par ailleurs moins accès que les hommes à l'éducation et à la formation. Leur contribution au développement, quoique importante est occultée et invisible dans les statistiques nationales ou comptabilisé au titre des apports de l'homme dont elles ne constitue que le complément. En Afrique, on commence à comprendre que pour tout un tas de raisons, dont la polygamie, la femme et ses enfants ne profitent pas au même titre que les hommes, des bénéfices du développement. Pour corriger cette situation et pour un développement plus efficace, on parle désormais d'Intégration des Femmes au Développement

INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT.

Cette approche du développement lutte pour que les femmes aient les mêmes droits que les hommes et pour que cesse les discriminations et dévalorisations de toutes sortes dont les femmes sont victimes. Des dispositions sont proclamées dans ce sens par les Nations Unies et légalisées par la plus part des pays le proclament aux Nations Unies : l'égalité des salaires et le droit à des congés de maternité et la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discriminations à l'Egard des Femmes. Des partenaires techniques et financiers décident de ne financer que les projets qui ont pour le moins un volet femmes. Et les pays en développement ne s'y conforment pas toujours par conviction mais surtout pour ne pas perdre des financements des gros projets dont le volet femme ne constitue qu'un appendice. Des organisations de la société civile actives sur le terrain, commencent à se rendre compte que les projets et programme de développement qui considèrent les femmes comme une entité à part et les isolent dans des volets ou composantes femmes ou même des projets pour les femmes, sont contreproductifs et ne favorisent pas un développement harmonieux et efficace. Des évaluations des interventions fondées sur cette approche révèlent même que dans certains projets augmentent les rôles et responsabilités des femmes, mais qu'elles ont peu accès aux bénéfices et ressources assujetties qu'elles sont, au bon vouloir du mari pour en récolter quelques miettes. Des organisations sociales se démarquent quelque peu de cette vision de la femme dans le développement et s'inscrivent dans une nouvelle approche du développement : l'approche genre et développement. Les Organisations des Nations Unies comme le PNUD et la FAO ont développé ce concept et produit les outils pour en faciliter la compréhension et l'utilisation dans les programmes de développement axés sur l'équité et l'égalité hommes femmes et la participation de tous à tout le processus de développement.

L'APPROCHE GENRE ET DEVELOPPEMENT :

Les Organisations des Nations Unies comme le PNUD et la FAO ont développé cette approche et produit les outils pour en faciliter la compréhension et l'utilisation dans les programmes de développement axés sur l'équité et l'égalité hommes femmes et la participation de tous à tout le processus de développement. Estime que le développement doit concerner les hommes et les femmes, et que lorsqu'on parle de d'intégration il ne s'agit pas de saupoudrage pour calmer les revendications des femmes, mais d'une prise en compte effective des besoins essentiels et stratégiques de l'homme comme de la femme, dans tout le processus de développement : depuis la définition des politiques, programmes et projets de développement, en passant par leur mise en œuvre, suivi et évaluation de façon systématique. En un mot cette approche se focalise sur la recherche de l'équité et de l'égalité entre hommes et femmes. Des organisations sociales adhèrent à cette approche mais y ajoutent d'autres dimensions et s'inscrivent dans une lutte un peu plus radicale et centrée sur la la prise de conscience par la femme de la situation et de sa capacité à l'améliorer.

LE FEMINISME.

Les féministes estiment que l'oppression de la femme par l'homme demeure réelle et que par conséquent, la lutte doit être centrée sur la femme, pour renforcer ses capacités et pouvoirs et son accès et contrôle des ressources et des biens qu'elles génèrent ou contribuent à créer ainsi que sa participation à la gestion de la chose publique. La lutte à leur avis devrait concerner l'accès de la femme à tous les droits humains et singulièrement à ceux qui augmentent son indépendance économique, son accès et contrôle des ressources et biens qu'elle produit et sa participation à la gestion de la chose publique. Et pour y parvenir, elle prône une internationale de la lutte et la coalition entre les femmes du Sud et du Nord et entre les mouvements de femmes à l'intérieur d'un même pays. Il y a des féminismes Il n'y a pas qu'un seul féminisme. Au départ, on luttait pour que les femmes aient les mêmes droits que les hommes. Droit à la propriété, l'accès à l'éducation et le droit à une indépendance économique et le droit de vote. Chaque groupe ou pays s'est focalisé à défendre un droit, avec la conviction que cela fera tâche d'huile, en ce sens que cela facilitera l'accès aux autres droits. Deuxième vague dénonce l'oppression des femmes par le système patriarcale et lutte pour les libérer des rôles et fonctions attendus imposés par les relations de genre : droits sexuels et reproductifs et la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse luttent contre les institutions sexiste a apporté des changements notamment en politique et dans d'autres domaines scientifiques psychologie, le droit la sociologie, la biologie. 3^{ème} vague, est en cours elle se veut une internationale de la solidarité

C'est cette solidarité que la Marche Mondiale des Femmes entreprend d'établir pour faire avancer la lutte des femmes.

MARCHE MONDIALE DES FEMMES : SOLIDARITE ET SYNERGIES

« Le féminisme selon la Marche Mondiale des femmes est une pensée, un projet de société, une alternative, une autre façon de voir le monde. Il vise à défaire les systèmes qui perpétuent la peur et la haine de la différence et justifient la violence ; à dénoncer les systèmes qui engendrent l'exclusion et accroissent la domination. »

Tout en nous inscrivant dans cette mouvance, les femmes du Burkina Faso, militantes de la Marche Mondiale des Femmes, savent qu'elles doivent réinterpréter le féminisme selon leur propre contexte pour espérer obtenir les résultats escomptés dans les luttes multiformes qu'elles mènent pour l'égalité avec les hommes. Compte tenu de la place très réduite des femmes dans les instances de décision et pour grignoter un peu de pouvoir, nous devons donc opérer des choix raisonnés et stratégiques pour ne pas nous aliéner les hommes, et risquer encore plus d'exclusion et de discrimination mais en faire plutôt des alliés de la part des hommes détenteurs du pouvoir. C'est ce qui nous permet, malgré tout d'enregistrer des succès.

La Marche Mondiale des Femmes est née en 1995, à Beijing à l'inspiration de la Fédération des Femmes du Québec. Ce mouvement s'engage à entreprendre des actions concrètes et à interpeller les gouvernements et les institutions internationales sur deux axes du plan de Beijing : les violences faites aux femmes et la féminisation de la pauvreté. Cette option a très vite obtenu l'adhésion de nombreuses organisations féminines. Le mouvement est implanté dans plus de 150 pays à travers le monde dont le Burkina Faso.

Le premier acte posé par le mouvement a été d'organiser une marche des femmes de tous les continents sur Washington et New York pour interpeller les institutions de Bretton Woods et dénoncer l'iniquité et l'injustice érigées en outils de gestion du monde. L'ONU a été aussi interpellé sur le silence qu'elle observe au regard du non respect de leurs engagements par les nations, membres de l'organisation. Cette détermination des femmes a fortement ébranlé les autorités de ces institutions. Au Burkina Faso, où il est estimé que beaucoup de femmes subissent des violences de la part des hommes et que 46% des populations majoritairement des femmes, vivent en dessous du

seuil de pauvreté une marche qui réunissait plus de 10 000 mille participants a le 06 Mai 2000 donné l'occasion aux femmes de soumettre leurs revendications au Président du Faso qui leur a prêté une oreille attentive. L'organisation au Burkina Faso regroupe une cinquantaine d'organisations de femmes. Des collectifs de femmes sont des sympathisants ou des partenaires pour des actions ponctuelles.

Elle est membre de la MMF/Internationale dont le Comité International est chargé du suivi des recommandations de la Rencontre Internationale, instance suprême de prise de décisions du mouvement appuyé par des groupes thématiques sous régionaux.

Objectif global de la MMF/ANBF

Rechercher une solidarité durable et une unité d'action entre les organisations membres pour la réduction de la pauvreté féminine et l'élimination des violences faites aux femmes au Burkina Faso et à travers le monde.

Objectifs spécifiques

Ces objectifs sont identiques à la plupart de ceux retenus par les autres pays membres.

Maintenir et renforcer un vaste mouvement de solidarité des groupes de femmes de la base

Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes du Burkina Faso et entre les peuples ;

Entreprendre un vaste processus d'éducation populaire où toutes les femmes peuvent analyser par elles-mêmes les causes de leur oppression et les alternatives possibles;

Exercer des pressions politiques sur les gouvernements et les institutions publiques multinationales comme l'ONU pour qu'ils effectuent les changements qui s'imposent pour améliorer les conditions de vie des femmes du Burkina Faso et du monde et qu'ils poursuivent une politique de désarmement et de résolution des conflits ;

Amener les populations et les mouvements sociaux en général à soutenir et à effectuer les changements qui s'imposent pour améliorer les conditions et la qualité de vie des femmes du Burkina Faso et du monde.

Pour atteindre ces objectifs, la Marche Mondiale a élaboré et mis en œuvre un premier plan stratégique couvrant la période de 2000 à 2005.

Les évaluations, ont montré que, malgré les difficultés rencontrées, les acquis du premier plan stratégique sont nombreux :

Des formations en leadership, en plaidoyer, GED, techniques de recherche d'emploi, ont renforcé les capacités et compétences des facilitatrices, des personnes ressources, des femmes leaders, des responsables des comités provinciaux, des membres de la coordination nationale.

Un Centre Cyberjeunes Info a été installé dans les locaux de la MMF. La centaine de jeunes (garçons et filles) qui le fréquentent ont été formés entre autre en techniques de recherche d'emplois, en GED et s'impliquent de plus en plus dans les activités de la MMF, préparant ainsi la relève.

Une caravane, organisée du 06 mai au 08 juin 2005 a parcouru les chefs lieux des treize régions et certaines autres villes a permis de toucher les populations majoritairement les femmes, mais aussi les autorités administratives, coutumières, et religieuses. Par des conférences, le théâtre forum des chants, les caravanières et caravaniers ont échangé avec cet auditoire et l'ont sensibilisé sur les thèmes suivants :

La Marche Mondiale des femmes, et les cinq valeurs de la Charte Mondiale des femmes pour l'humanité : Solidarité, Justice, paix, égalité, liberté

Les nouveaux enjeux nationaux et internationaux comme le NEPAD, la dette du Burkina Faso, le rôle des organisations de la société civile, le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, la bonne gouvernance, le harcèlement sexuel en milieu de travail, les stéréotypes à l'égard des femmes, etc.

Les méfaits et inconvénients du mariage forcé et ou précoce.

Les études sur les stéréotypes dans le langage et les comportements à l'égard des femmes ; sur l'Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS) ; sur le harcèlement sexuel en milieu de travail qui a aussi révélé que des femmes harcelaient des hommes ont permis de mettre à nu les faits et comportements néfastes à l'épanouissement des femmes. Les résultats des études ont été diffusés à travers le pays et hors du pays à l'occasion des grandes rencontres où la MMF/ANBF était représentée.

L'accueil de l'ancrage final de la marche à relais a focalisé l'attention du monde sur l'antenne du Burkina Faso et sur le pays.

Un plan média efficace a été élaboré pour chacune des activités menées. Cela a beaucoup contribué à la visibilité du mouvement tant au plan national qu'international.

La diversité des actions et du public ciblé, la pertinence des sujets abordés dans les formations et sensibilisation/éducation, un lobbying participatif efficace, ont contribué à renforcer les compétences de certains membres (surtout des chefs lieux de régions et des provinces) ; ils ont contribué à une meilleure information et une réelle prise de conscience par les populations et les autorités des problèmes réels que rencontrent les femmes dans leur volonté de se prendre en charge et de faire respecter leurs droits. Les idées développées durant ces formations sont entrain d'être vulgarisées par des femmes, des jeunes et des hommes qui en ont bénéficié.

Les avancées et changements au plan national et international

Au plan national, et en rapport avec les revendications de Boromo, il faut saluer les efforts de l'Etat à travailler à l'éradication des violences faites aux femmes et aux filles. A ce propos, de nombreux textes de lois ont été votés par l'Assemblée Nationale comme par exemple la criminalisation du mariage forcé et de l'excision ainsi que la transmission volontaire du VIH/SIDA dans le couple. Le code des personnes et de la famille constitue également un outil efficace pour la protection notamment de la femme et de la famille.

Des efforts sont déployés pour assurer la participation des OSC et singulièrement les organisations féminines aux débats sur les politiques et programmes de développement tant au niveau national qu'international. Il convient aussi de noter une volonté marquée des partenaires techniques et financiers et la prise de conscience grandissante des OSC à unir leurs efforts dans des actions concertées. La MMF contribuera à rendre cette nouvelle vision plus effective et travaillera à capitaliser les activités en réseau en son sein et en coalition avec d'autres OSC pour défendre des causes communes. La MMF/ANBF assure ainsi la coordination de 6 collectifs de femmes oeuvrant dans les 16 jours d'activisme, pour intensifier la lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles, du 25 Novembre au 10 Décembre.

On constate quelques avancées dans les changements de comportements au sein de certaines familles quant à la répartition des tâches au sein du ménage et l'accès aux opportunités et avantages du développement. Les femmes participent de plus en plus dans les discussions portant sur la vie et la gestion de la communauté. Elles osent se présenter comme candidates et sont élues et siègent dans les structures décentralisées et les structures politiques (partis politiques, Assemblée Nationale, ministères)

Pour les prochaines années nous comptons réaliser les actions suivantes :

Traduire les résumés des études sur les stéréotypes et les préjugés à l'égard des femmes et celle sur le harcèlement sexuel en milieu de travail n'ont pas connu les diffusions espérées dans les trois langues nationales les plus parlées au Burkina pour une appropriation plus effective et durable de leur contenu.

Des formations en cascades dans l'approche genre très demandée. Selon cette approche en matière de formation, un premier groupe formé devait restituer ces formations à d'autres groupes en langues du terroir. Les difficultés financières, organisationnelles et matérielles n'ont pas permis l'atteinte effective de ces résultats.

Faire aboutir la loi sanctionnant les comportements dénoncés dans les études qui demeure au niveau du Ministère de la Promotion des Droits Humains.

Aider à dépasser les querelles permanentes de leadership pour faciliter mise en place d'une structure faîtière des OSC de femmes au niveau national à même de renforcer les impacts des actions de plaidoyer.

Réaliser le programme d'alphabétisation fonctionnelle portant sur le genre. Au cours de la dernière AG, il a été retenu que la MMF ne doit pas se substituer aux associations de base qui font de l'alphabétisation, mais doit surtout les aider à apporter des appuis aux femmes déjà alphabétisées pour valoriser leurs capacités et connaissances et en tirer profit pour mieux défendre leurs droits et mieux lutter contre la pauvreté.

Aider à faire aboutir la revendication de 30% des postes des partis politiques et structures gouvernementales et étatiques.

Ce qui a permis à la MMF/ANBF d'obtenir ces résultats, c'est que, tout en s'inscrivant dans la mouvance du féminisme tel que définit par les organes internationaux du mouvement, les femmes du Burkina Faso, ont dû réinterpréter le féminisme selon leur propre contexte pour espérer obtenir les résultats escomptés dans les luttes multiformes qu'elles mènent pour l'égalité avec les hommes du Burkina Faso. Compte tenu de la place très réduite des femmes dans les instances de décision et pour grignoter un peu de pouvoir, nous avons donc opéré des choix raisonnés et stratégiques pour faire des hommes des alliés plutôt que de nous les aliéner, et risquer encore plus d'exclusion et de discrimination. Si c'est des choix de ce genre qui sont taxés de féminisme à l'africaine, nous le revendiquons car nous n'aurions pu obtenir les résultats ci dessus si nous n'avions ménagé les susceptibilités des hommes qui contrôlent tous les pouvoirs. C'est ce qui nous permet, malgré tout d'enregistrer des succès et de coopérer sans complexe avec toutes sortes d'organisations y compris les organisations mixtes ou même celles dirigées par les hommes dans des forums où nous discutons d'égal à égal avec les hommes et refusons de nous laisser confiner dans les postes d'ordinaire dévolus aux femmes comme, pour ne citer qu'un, Secrétaire Générale aux Affaires féminines pour ne pas simplement dire chargée de l'accueil et de la restauration.

Quelque fois mettre de l'avant ses convictions féministes peut être contreproductif car vite assimilées homosexualité, refus de faire des enfants licence, et j'en passe. Alors que l'approche femmes et développement participatif, et durable peut aider à développer à la base des femmes capables de revendiquer et faire respecter leurs droits. Dans les années 70, j'ai dirigé un projet financé par le PNUD et exécuté conjointement par l'UNESCO et le gouvernement dénommé projet Haute Volta UNESCO d'Egalité d'Accès des Femmes et des Jeunes Filles à l'Education, une expérience de dix ans dont devaient s'inspirer d'autres pays africains. Il s'agissait d'introduire de nouvelles technologies libératrices de temps et d'énergie susceptibles d'être réinvestis dans d'autres activités comme l'accès de l'école à un plus grand nombre de filles, des formations techniques, l'alphabétisation et des activités génératrices de revenus pour les femmes. L'approche aux problèmes des femmes était systémique et visait à améliorer les conditions d'existence et de travail des femmes. Trente ans après, nous sommes retournées Dr. Brenda Mcsweeney en charge du projet au PNUD à l'époque et moi-même alors Coordinatrice Nationale, pour apprécier les héritages de ce projet. Nous avons été très heureuses de constater que trouver des énergies de substitution pour remplacer l'énergie humaine des femmes, dans l'exécution de leurs tâches restait à l'ordre du jour avec des technologies plus performantes comme les plates-formes multifonctionnelles qui bientôt fonctionneront à l'huile de jatropha produit sur place et pouvant remplacer le gasoil. Nous nous sommes d'ailleurs demandé si l'appât du gain dans la production et la commercialisation de cette plante qui pousse bien au Burkina Faso, ne vont pas menacer à terme notre sécurité alimentaire. 62 000 paysans s'organisent pour sa production. Combien de femmes vont pouvoir entrer dans cette activité lucrative ? Lors de notre passage, toutes les filles des villages visités vont à l'école leur

nombre surpassant celui des garçons dans certains endroits. Les femmes alphabétisées ou qui s'alphabétisent sont plus nombreuses qu'ailleurs. Nous avons vu des femmes tenir la dragée haute à certains hommes dans des discussions abordant toutes sortes de sujets, alors qu'au démarrage du projet, elles se seraient contentées d'écouter les hommes, sans oser ouvrir la bouche. Nous avons produit un article sur ce sujet, ainsi qu'un autre article sur les plates-formes multifonctionnelles. Tous deux publiés dans le portail web de l'UNESCO. Nous restons engagées dans notre contribution à la lutte des femmes dans un jumelage patronné par l'UNESCO entre la section genre et développement de l'université de Boston des universités en Inde et la Marche Mondiale. Nous attendons beaucoup de ce jumelage pour des échanges d'idées et de pratiques du développement.

L'exemple de la Marche Mondiale des Femmes, montre que les synergies sud /nord, permettent d'atteindre de meilleurs résultats et donne de la visibilité aux actions. Mais cela suppose l'utilisation des NTIC auxquelles tout le monde n'a pas accès et beaucoup de femmes ne sont pas formées à leur utilisation. Afin de ne pas créer des discriminations, il faut par conséquent multiplier les rencontres pour mettre au point les stratégies de cette solidarité. Mais qui va financer ? Les appuis financiers deviennent de plus en plus rares. Je n'en veux pour preuve que les difficultés rencontrées pour assurer les prises en charge des délégués à ce forum. La Rencontre Internationale de la Marche Mondiale des Femmes, qui s'est tenue à Vigo en Espagne, a connu les mêmes difficultés. Le contexte international et national marqué par la crise financière et des menaces de récession économique, semble peu favorable aux ONG surtout celles s'occupant de changer les politiques et stratégies de développement. On se demande si les Organisations de la société civile du Nord sur lesquelles comptaient ceux du Sud, ne sont pas sur le point de rompre les liens de solidarités à ce niveau. En s'alignant sur la déclaration de Paris, Nos partenaires du Nord, mettent leurs financements dans un fonds commun mis à la disposition du gouvernement pour financer **Ses ONG**. Comment s'assurer qu'il n'y a pas des laissés pour compte qui ont une réelle présence sur le terrain avec des résultats tangibles, au profit de nouveaux venus pas performants ? Certains anciens responsables d'ONG du sud ne sont ils pas aussi à incriminer également pour l'effritement de la confiance et de la collaboration entre ONG du Nord et du sud ? on a énoncé le cumul de fonctions, les enrichissements, le manque d'alternance qui fait qu'ils sont à la tête du mouvement à vie, le fait d'avoir renoncé à leur rôle d'interface entre la société civile et le pouvoir en place, en brigant des postes de responsabilité politique, ou en utilisant leurs ouailles pour créer des parties politiques. Les organisations du nord disposent de texte réglementant leurs modalités de fonctionnement qui minimisent les indécidables et autre mauvaise gestion alors qu'il est rare de trouver des manuels de procédure de gestion administrative et financière auprès des ONG du sud. ON semble naviguer seulement à vue.

Malgré les difficultés des thèmes fédérateurs ne manquent pas pour de nombreuses synergies. Brenda Mcsweeney dans la conférence qu'elle a récemment donnée à l'occasion de sa décoration de l'ordre du mérite par le gouvernement allemand, pour son rôle de pionnier dans l'acceptation de déménager le Programme des Volontaires des Nations Unies à Bonn, dans des locaux libérés par le déménagement du gouvernement allemand à Berlin, quand elle en était la Coordinatrice Exécutive souligne ceci, je cite :

« Au niveau mondial, les femmes sont propriétaires de seulement 1% des terres, 10% des revenus, et 17% des sièges dans les parlements. » il y a donc du pain sur la planche et à faire pour tous. Elle renvoie également à Craig Murphy, historien du PNUD qui, évaluant les performances du PNUD, estime que les résultats de cette institution sont positifs dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, la bonne gouvernance et un environnement durable, mais Murphy et son équipe pensent que, en ce qui concerne le genre, on a adopté une approche fracturée : le travail se fait ou bien au niveau des politiques ou à travers des programmes d'action. Il plaide pour une approche qui prend en compte les deux éléments à la fois ; c'est-à-dire à la fois au niveau des politiques et des programmes d'action, pour effectivement une approche intégrant le genre dans tout ce que fait le PNUD.

Il me semble que cette dichotomie caractérise aussi nos organisations ce qui n'est pas un mal en soi. Nous devons donc travailler à nous compléter sur le terrain, pour que les actions des uns servent à faire avancer celles des autres et vis versa. Les unes réalisant des actions volontaristes pour hausser les femmes vers plus d'égalité avec les hommes, les autres scrutant les politiques, les programmes, les stratégies et actions à travers les lentilles genre. Ces synergies ne doivent pas se créer seulement entre mouvements sociaux, mais aussi avec tous ceux qui interviennent dans le développement, c'est-à-dire le gouvernement, et les partenaires techniques et financiers.

Scholastique Kompaore (Burkina Faso) est présidente de la marche mondiale des femmes (Burkina Faso). La mission de la Marche Mondiale des Femmes au Burkina est de stimuler un vaste mouvement des femmes afin que la Marche soit un geste d'affirmation dont l'impact se traduira par une solidarité durable pour une unité d'action et la réduction de la pauvreté féminine et des violences faites aux femmes au Burkina Faso et à travers le monde. Le but de la MMF/ANBF est de contribuer aux luttes pour l'éradication de la pauvreté féminine et les violences faites aux femmes à travers des campagnes d'IEC/CCC, des études et recherches actions, des formations, les plaidoyers d'ici à 2008 à 2010. skompaore@yahoo.fr